



Conférence de presse

Berne, le 29 août 2016

Roman Künzler, responsable du secteur tertiaire d'Unia Nord-Ouest de la Suisse

Uber doit rendre des comptes: un vent de protestation souffle dans toute la Suisse

En dépit d'avantages indiscutables pour les consommateurs/trices, le modèle d'affaire du service de taxis Uber vide de leur substance les dispositions protectrice et les garanties pour lesquelles des générations de travailleurs/euses ont dû se battre. Nous vivons avec le groupe Uber une régression au statut de travailleur journalier. Avec un essor de l'indépendance fictive, de très bas salaires sans garantie de taux d'activité, et l'absence de toute protection en cas de maladie, d'accident ou de vieillesse. Les dirigeants d'Uber et ses investisseurs à coups de milliards ont délibérément établi leur modèle d'affaires au mépris des lois en vigueur. Une grande partie du risque et presque tous les frais sont répercutés sur la collectivité et sur la main-d'œuvre. Presque aucun impôt n'est payé, et les bénéfices s'envolent vers des paradis fiscaux. Les lois applicables au transport professionnel de personnes sont contournées, et le risque dû aux infractions est répercuté sur les conducteurs/trices. Des salaires de misère sont versés. Pendant ce temps, les chauffeurs/euses de taxis qui exercent, parfois depuis des décennies, un métier dûment réglementé tombent dans la misère.

La précarité et l'incompréhension sont palpables dans les rues de Genève, Bâle, Lausanne et Zurich. La passivité des autorités fédérales et cantonales semble inacceptable. Alors même que la situation est limpide, seule la ville de Lausanne cherche sérieusement à interdire le modèle d'affaires à prix cassés d'Uber – p. ex. en bloquant son application – et ainsi à faire respecter la loi. Or malgré toutes les actions de protestation menées partout en Suisse, les autorités persistent à nier qu'Uber est une entreprise de taxis, et donc que les chauffeurs/euses sont ses salariés. Et pendant que les autorités créent des groupes de travail et s'accordent des années pour élucider la situation, un des principaux groupes mondiaux crée un précédent. Ses agissements remettent en cause les relations de travail de l'ensemble des salarié-e-s suisses, et appauvrissent des milliers de chauffeurs/euses de taxis.

Ainsi, nos membres déplorent des baisses de salaire de 50% à Zurich, et de 20 à 30% à Bâle. D'où la situation intolérable où beaucoup de chauffeurs/euses, tout en travaillant 53 heures par semaine, n'arrivent pas à vivre de leur travail. Beaucoup auraient droit à des prestations sociales, mais craignent de s'adresser au service social. Les problèmes de santé croissants et les vives tensions sociales, au travail comme dans les familles, sont autant de symptômes de cette situation précaire. Ainsi fonctionnent les mécanismes qui obligent les travailleurs/euses à devenir des indépendants fictifs, ou à prolonger leur temps de travail sans dormir suffisamment entre deux tours de service. La colère est bien réelle. Les chauffeurs/euses de taxis se regroupent, protestent, font la grève de la faim, écrivent des lettres, défilent jusqu'au siège des autorités. L'ambiance est explosive et la paix sociale a depuis longtemps cessé d'exister à leurs yeux. Unia soutient l'Union nationale des taxis, qui a mené ces derniers mois deux actions nationales de protestation, qui n'ont hélas pas abouti à des améliorations tangibles pour les travailleurs/euses. Les chauffeurs/euses de taxis ne sont d'ailleurs pas seuls à protester. Les chauffeurs/euses Uber ont entre-temps partout réalisé qu'ils se font exploiter, et la résistance va s'intensifier dans leurs rangs aussi.

L'expertise juridique constitue un appel clair aux autorités tant cantonales que fédérales à appliquer les lois et à interdire le modèle d'affaires d'Uber, tant qu'il ne sera pas conforme au droit en vigueur. Quant à Uber, on ne peut que lui recommander de se considérer désormais comme un employeur ordinaire de la branche des taxis, et à verser à ses employé-e-s un salaire correct et suffisant pour vivre. Et comme rien n'indique qu'Uber le fera de son plein gré, il incombe aussi aux chauffeurs/euses Uber de s'organiser, de se défendre et de mener des actions en justice. Le syndicat Unia les soutiendra et n'acceptera pas sans lutter que la protection des travailleurs/euses continue d'être bafouée.